

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE

OBJET : Sondages géotechniques et géologiques.

- Le Maire de la Commune de Sury-le-Comtal,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2213-1,
- Vu le Code de la route,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu la demande d'arrêté en date du jeudi 17 novembre 2022 envoyée par la société FONDASOL LYON située 106 Avenue Franklin Roosevelt à Vaulx-en-Velin, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public sur la RD 105 au niveau du pont de la halte ferroviaire.
- Vu l'avis du Président du Département la Loire du 30 novembre 2022.

ARRÊTÉ

Article 1 : La société FONDASOL LYON est autorisée à occuper le domaine public sur la RD 105 au niveau du pont de la halte ferroviaire pour procéder à des sondages géotechniques et géologiques le lundi 28 novembre 2022 pour une durée de 15 jours. L'entreprise fermera la rue à la circulation pendant la durée des travaux et mettra en place une déviation via la rue de l'Homme par la zone industrielle les Chaux ou par la rue de Bellevue et la rue de la Fête Dieu. La signalisation sera adaptée à l'intervention afin d'assurer la sécurité des usagers. **Elle veillera à laisser libre accès au véhicule des ordures ménagères ([orduresmenageres@loireforez.fr/0800.881.024](mailto:orduresmenageres@loireforez.fr)) les jeudis ainsi que l'accès au bus de transport en commun.**

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

- L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront être assurés en toutes circonstances.
- Les rubans de signalisation seront utilisés dans le seul but de renforcer la visibilité du chantier, et ne pourront permettre, à eux seuls, de délimiter l'emprise du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de procéder à l'installation de panneaux d'information à chaque extrémité du chantier, qui porteront le nom de la société, le nom de l'entreprise et ses coordonnées, la nature des travaux, la date de début et la durée du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de protéger les arbres et autres plantations à proximité du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute salissure aux abords du chantier ainsi que sur les chaussées éventuellement empruntées pour des transports de matériaux divers. Les abords et chaussées feront l'objet de nettoyages périodiques.

Article 3 : Le permissionnaire à la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 4 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terre, dépôt de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état ne devra pas excéder 31 jours (sauf grosses intempéries). En cas de carence ou de négligence de l'entreprise, les services municipaux pourront, après mise en demeure demeurée sans effet sous 24 heures, procéder aux nettoyage et enlèvements nécessaires aux frais du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 5 : La présente est délivrée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Article 6 : M. le responsable de la Police Municipale, Mme la Directrice des services techniques, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du Présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressé.

Article 7 : Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du tribunal administratif de Lyon dans les deux mois à compter de sa publication.

A Sury-le-Comtal, le 21 novembre 2022

L'adjoint délégué
David COCAGNE



Délais et voies de recours : La présente autorisation est susceptible d'un recours pour excès de pouvoir présenté devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa notification à son bénéficiaire.